



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale de l'Artois
Centre Jean Monnet
Avenue de Paris
62400 Bethune

Bethune, le 27/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FAURECIA INDUSTRIE

Parc d'Activité du Pommier
62110 Hénin-Beaumont

Références : 116-2025
Code AIOT : 0007001731

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/02/2025 dans l'établissement FAURECIA INDUSTRIE implanté Parc d'Activité du Pommier 62110 Hénin-Beaumont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

suites de la visite d'inspection du 26 novembre 2024

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FAURECIA INDUSTRIE
- Parc d'Activité du Pommier 62110 Hénin-Beaumont
- Code AIOT : 0007001731
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société FAURECIA est un équipementier automobile, spécialisé dans la fabrication d'accessoires automobiles en matière plastique. Le site d'HENIN-BEAUMONT produit des planches de bord complètes, des consoles centrales et des panneaux de porte, par fabrication puis assemblage des peaux et des différents accessoires plastiques. Les peaux constituent la partie visible de la planche de bord et du panneau de porte dans la voiture.

Les équipements comptent 22 machines d'injection à partir de granulés de matière plastique, du matériel de roto moulage pour les peaux, et des installations de moussage.

L'exploitation qui fonctionne sous couvert de l'Arrêté Préfectoral d'Autorisation d'exploiter en date du 19 janvier 2010 relève de l'Autorisation pour les rubriques suivantes:

- 1158: Emploi ou stockage de di isocyanate de di phénylméthane
- 2565: Revêtement métallique ou traitement de surface par voie électrolytique ou chimique
- 2660: Fabrication industrielle ou régénération de polymères
- 2661: Transformation de polymères
- 2662: Stockage de polymères
- 2663: Stockage de pneumatiques et produits dont au moins 50% de la masse totale unitaire est composée de polymères
- 2920: Installations de réfrigération ou compression
- 2940: Application de vernis, peinture, apprêt, colle enduit...

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prévention pertes GPI

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361	Sans objet
2	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite menée le 20 février 2025 sur le site FAURECIA INDUSTRIE à Hénin-Beaumont a permis de constater la mise en place des dispositifs de confinement et de rétention des GPI conformément aux dispositions de l'article D.541-361 du code de l'environnement.

L'exploitant s'étant remis en conformité et à ce jour l'arrêté de mise en demeure proposé par l'inspection suite à la visite d'inspection du 26 novembre 2024 n'ayant pas encore été signé par M. Le préfet, l'Inspection propose simplement l'abandon de la proposition du projet d'arrêté de mise

en demeure.

En outre l'exploitant a justifié des mesures correctives apportées sur les autres points qui ont fait l'objet d'observations par l'inspection lors de la visite précédente.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D.541-361
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)
Prescription contrôlée : Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement. Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021.
Constats : Pour mémoire, lors de la visite d'inspection du 26 novembre 2024 menée sur le site Faurecia Hénin-Beaumont, dans le cadre du décret du 16 avril 2021 relatif à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (G.P.I) dans l'environnement, l'inspection a constaté l'absence de dispositifs de confinement et de récupération prévenant la dissémination des GPI dans l'environnement ainsi que des dispositifs en place mais dégradés et donc inefficaces pour empêcher la dissémination des G.P.I dans le réseau des eaux pluviales. Ceci constituant une non-conformité à l'article D.541-361 du code de l'environnement, l'Inspection a proposé à M. le préfet du Pas-de-Calais une mise en demeure de respecter les dispositions de l'article D.541-361 sus cité. L'exploitant a transmis en date du 18 novembre 2024 le bon de commande relatif à l'installation, sur le réseau d'évacuation des eaux pluviales de voiries et de parking, de dispositifs permettant le confinement et la récupération des GPI. Lors de la visite d'inspection sur site du 20 février 2025, l'inspection a pu constater que les dispositifs manquants ont été mises en place ou remplacés pour ceux qui étaient dégradés. Les photos des dispositifs sont jointes en annexe du rapport. A noter que les dispositifs de retenu des GPI sont constitués d'un géotextile qui semble facilement dégradable et nécessite des vérifications et des maintenances fréquentes. L'exploitant a indiqué à l'inspection vouloir investir dans des filtres de type "paniers métalliques" plus durable dans le temps.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362
Thème(s) : Actions nationales 2025, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels

(GPI)
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. <p>Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022.</p>
<p>Constats :</p> <p>Pour mémoire, lors de la visite précédente en date du 26/11/24 L'inspection a relevé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les procédures n'incluaient pas la vérification périodique des dispositifs de confinement et de rétention des GPI, • la sensibilisation au risque de dispersion des G.P.I pouvait être améliorée (manque d'affichage, communication ...), • concernant les emballages, ceux-ci ont été listés mais aucune routine de vérification de l'état de ceux-ci n'est en place <p>L'exploitant a fourni à l'inspection les éléments justifiant de la planification des contrôles et maintenances périodiques des dispositifs de confinement des GPI, de l'amélioration de l'affichage de sensibilisation en particulier dans la zone silo et de l'amélioration générale des procédures en place.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>